

Le Rwanda vise la destruction des avions de combat ougandais Sukhoi

<https://commandonepost.com/>



La cour martiale générale a renvoyé hier lundi sept agents de sécurité ougandais accusés d'avoir partagé des informations sensibles avec des agents du gouvernement rwandais à la caserne de la police militaire de Makindye.

Les suspects sont les seconds lieutenants Alex Kasamula attachés à la police militaire, Phillip Neville Ankunda, attaché au quartier général des forces spéciales en tant que pilote, les soldats Nathan Ndwayne, Moses Asimwe et Godfrey Mugabi, tous étudiants en ingénierie et en entretien d'aéronefs à l'aile de défense aérienne de Nakasongola.

Les autres sont les surintendants adjoints de la police, Benon Akandwanaho et Frank Sabiiti, qui sont respectivement attachés au quartier général de la division de police de Kira et à la lutte contre le terrorisme au poste frontière de Mutukula. Les suspects ont comparu lundi après-midi devant la cour martiale générale basée à Makindye, présidée par le lieutenant général Andrew Gutti.

Ils ont été inculpés d'infractions liées à la sécurité, contrairement à l'article 130 de la loi UPDF, qui prévoit une infraction relative à la divulgation d'informations confidentielles à un ennemi ou à des membres non autorisés des forces de défense, à des personnes ou au public.

Selon l'accusation dirigée par le capitaine Ambrose Baguma, entre février et mai de cette année, les accusés et d'autres encore en fuite à divers endroits de la ville de Kampala, ont partagé des informations sensibles avec des agents des autorités rwandaises dans l'intention de porter atteinte à la sécurité des forces de défense de le gouvernement ougandais.

Le parquet n'a pas divulgué de détails sur le type d'informations que l'accusé a partagées avec les agents rwandais.

Cependant, selon une source de sécurité, le pilote et l'ingénieur aéronautique avaient été approchés par des agents du renseignement militaire rwandais pour leur fournir des informations sur les avions de combat mortels de l'Ouganda, le Sukhoi-30.

«Ils veulent les systèmes de sécurité des jets, les manuels d'utilisation et d'autres informations pertinentes qui pourraient les aider à planter l'ensemble de la flotte. Ces articles sont exclusifs à l'acheteur et personne d'autre ne les a ».

Il est rapporté que les agents voulaient également connaître l'emplacement des jets et la sécurité autour d'eux pour pouvoir les détruire afin de détruire la capacité aérienne de l'Ouganda au cas où les deux pays entreraient en guerre aujourd'hui à l'avenir.

L'Ouganda a été le premier pays africain à acheter des **chasseurs-bombardiers Su-30** à la Russie. Alors que cette acquisition s'expliquait souvent par la nécessité éventuelle de protéger les sources de pétrole trouvées dans le sud du pays, l'armée de l'air locale a pris la décision d'acheter des Su-30, pour une foule de raisons différentes.

La plupart d'entre eux étaient liés à l'implication ougandaise dans les guerres du Congo menées entre 1996 et 2003 et, plus récemment, à la poursuite par l'Ouganda de l'Armée de résistance du Seigneur et du combat d'Alshaabab en Somalie. Les deux expériences ont montré que l'armée de l'air ougandaise avait besoin d'un chasseur-bombardier polyvalent à longue portée - simplement en raison de la nécessité de frapper des cibles qui étaient désespérément hors de portée des avions existants.

Avec des pilotes ougandais déjà formés sur des types orientaux tels que le **MiG-21** et le **L-39** et la nécessité de remplacer un ensemble de types de combat déjà en service, le Su-30 était en fait un choix logique.